

Enbata

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE
BASQUE
17 novembre 2011
n° 2203
1,30 €

Forum Batera

AMAIUR

Le
vote

souverainiste





Saisir l'opportunité de l'alternance

Il y a peu, la mobilisation et la prise de conscience conduisant à la création d'une institution propre à Iparralde occupaient majoritairement l'opinion publique de ce pays. Le Biltzar, présidé par Daniel Poulou, sollicitant le vote secret, par correspondance, des 159 maires basques recueillait, à la mairie d'Ustaritz, 64% de réponses favorables sur 151 votants. Confirmant cette consultation des maires ce sont 55% des conseils municipaux qui votaient à leur tour pour le département Pays Basque. Des délégations d'élus rencontraient à Paris, sur le même thème, deux ministres de l'Intérieur. Plusieurs manifestations de masse, dont une de 11.000 personnes, qu'on a voulu contrarier en faisant sauter le matin même le relais TV de la Rhune, signifiaient l'adhésion populaire. *Sud Ouest* et *La Semaine du Pays Basque* confiaient à des instituts de sondage le soin de médiatiser ce constat majoritaire.

Sur un intitulé différent (collectivité territoriale propre) la pression de Batera ne s'est jamais démentie: "référendum" sur les lieux de vie, puis en mars 2010 consultation parallèle à l'élection régionale (que nous comparons, dans ce numéro d'*Enbata*, aux "primaires socialistes" du mois dernier). La feuille de route de Batera, fixant rendez-vous avec les Présidentielles du printemps prochain, appelle le week-end qui vient à des forums citoyens ouverts dans chaque canton à tous les publics. D'autres développements sont prévus en début d'année. Chacun a bien compris qu'il ne suffit pas de convaincre de l'utilité d'une institution propre mais qu'il faut parallèlement obtenir du législateur le soin de la créer. Il nous faut donc tenir les deux bouts de la démarche. Dans cette perspective si tous les candidats à la présidentielle doivent être interpellés faut-il pour autant les mettre à égalité? L'actuelle majorité sarkozyste s'est, sur ce terrain, totalement disqualifiée en promulguant la loi de décembre 2010 sur l'organisation territoriale qui laisse le territoire basque sur le bord du chemin. Elle a même été jusqu'à supprimer, en son

article 22, le modeste artifice juridique du "Pays" permettant d'adosser les conventions spécifiques élaborées par le Conseil des élus. Ce n'est pourtant pas faute d'intervention préalable auprès de la Commission Balladur rédactrice de son avant-projet. Force est donc de constater le mépris de l'actuelle majorité parlementaire envers le Pays Basque.

La prochaine alternance du pouvoir se jouera lors de l'élection présidentielle de mai suivie de législatives de juin prochain. La création d'une institution d'Iparralde peut y être inscrite à condition de choisir son camp. Nous sommes déjà entrés dans un entre-deux politique depuis le basculement du Sénat à gauche. Comme par hasard, le préfet des Pyrénées-Atlantiques, François-Xavier Ceccaldi, vient de nous annoncer sa décision de desserrer l'urgence du schéma départemental de l'intercommunalité en reportant son échéance de cette fin d'année à 2012. Aurait-il entendu le malaise de nos élus blessés par son autoritarisme ou n'applique-t-il pas plutôt la décision concédée par le Premier ministre Fillon à la demande du nouveau président du Sénat, le socialiste J-P. Bel? La droite, on le voit, nous a par avance signifié le sort qu'elle nous réserve par la mise en place méthodique de sa loi territoriale dont le préfet donne un avant-goût. Le Parti socialiste et ses alliés parlent eux d'un acte III de la décentralisation fondée sur l'abrogation de la loi territoriale Sarkozy-Balladur dont le nouveau Sénat donne les premiers signes. La jeune sénatrice PS, Frédérique Espagnac, est venue la semaine passée au Biltzar informer nos élus des premiers travaux législatifs conduisant au détricotage de cette loi. Il faut donc nous inscrire dans l'alternance du printemps prochain. La liste commune abertzale/écologie des sénatoriales conduite par Sauveur Bacho et son accord au second tour avec le PS en ont créé les conditions. Saisir l'opportunité d'un changement du pouvoir et dans le même temps renforcer la mission Batera, c'est tenir plus sûrement le bâton par les deux bouts.

BATERAren herritar foruak

DATORREN aste burua, eztabaida giro batean iragan behar ginuke, BATERA plataformak proposatzen dituen hitzorduekin: azaroaren 18, 19 eta 20an, Ipar Euskal Herriko kantonamendu gehienetan, lurraldetasun eta instituzioaren geroa izanen da gai nagusi. Euskal Herriko Lurralde Elkargo baten sortzeko proiektuarekin ados edota kontra izan, iritzirik ez ukan, gaia menperatuz ala berdin ez, herritar guziak eztabaidan parte hartzera gomitatua gira. Hendaia Xiberora, bi egunez, herritar foruek, BATERAren mobilizazio fase berri bat idekiko dute. Nola ez oroitarazi BATERAren mobilizazioak, 2003ko manifak, 2006an hasi izenpetze kanpaina, eta azkenik, 2010eko hauteskundeen kari, antolatua izan ziren herri kontsultak, hor parte hartu zuten 35.000 herritarrek, horietarik 27.000k Euskal Herriko Lurralde Elkargoari baietz erranez. Hamar urte barne, Ipar Euskal Herriko instituzional galdera aldatu da, Euskal Departamendu batetik Euskal Lurralde Elkargo batetara. Bai hauteskiek, bai gizarteko zati nagusi batek segitu du aldakuntza horretan. BATERA plataformak zabaltzen dituen plaketetan argiki ulertzen dira mobilizazioaren helburuak. Zer ekarriko luke Lurralde Elkargo batek eta posible dea Iparraldean ukaita horrelako egiturarik? Iparraldeak lurralde ezagupen ofiziala ukatzeaz gain, eskumen propioiko Ipar Euskal Herriko

Lurralde Elkargoak politika koherenteak eta eraginkorrak gauzatzea ahalbideratuko luke ondoko arloetan: ingurumena, garraioak, euskara, garapen ekonomikoa, zerbitzu publikoak... Frantses Konstituzioan definitu bost Lurralde Elkargo moten artean, estatutu bereziko Lurraldea bada. Korsikak mota horretako Lurralde Elkargoa badu 1991az geroztik. Helburua ez da Lurralde Elkargo horren estatuetan idatzitakoa hitzez hitz kopiatzea, baizik eta jadanik martxan den eta funtzionatzen duen egitura horretatik inspiratzea. Korsikako esperimentzia lagungarria da nahi dugun instituzioa definitzeko, instituzio berririk asmatu behar izan gabe. Alsaziak ere urrats bera saiatu nahi du. Elkargo berri bat, Orokor et Eskualdeko Kontseiluak biltzen dituenak. Ez dute gaur egun izendatua. Bakarrik delako Alemaniako Länder baten idurikoa nahi luketela... Bi lurralde elkargoen ardurak, orokor eta eskualdeko konpetentziak biltzen dituen elkargo berri bat. Baina ez bakarrik, errepede nazionalen ardura, hezkuntzaren antolaketarekin... Proiektu politiko berri bat, hobekiago erantzuteko tokiko arrangurei: langabezia, etxebizitzaren arazoak, diru krisia, etabar... Tokiko indarra azkartzeko eta ondoko, mugaz gaineko, beste lurralderi lotzeko... Behar eta nahi ditugun gauzak. Ia ez duten gure hautetsi handi horiek Alsaziara behako bat eman beharko...



CETTE SEMAINE
TARTARO
S'EST ÉTONNÉ

Relents de peste brune...

● Peio Etcheverry-Ainchart

DE ces mails, on en reçoit des tonnes chaque semaine. Chaînes à faire suivre, montages photos, textes de réflexion plus ou moins «*autorisés*», nos boîtes aux lettres électroniques en font une indigestion. Certains valent le coup, mais d'autres sont pour le moins inquiétants.

«Comité de la Majorité Silencieuse Basque»

Il se trouve qu'un de mes proches vient de me transférer pour info un de ces messages tournants, qui me laisse un goût amer. Voici ce qu'on y lit (extraits): «*Les Basques seraient-ils moins cons que les autres français! Nos politiques attendent-ils une guerre civile pour régler ces questions? Au Pays Basque les immigrants doivent s'intégrer (...)* Il est intolérable que les enfants et les petits enfants d'immigrés d'hier ne soient pas ou ne veuillent pas s'adapter, influencés par les voies islamiques venues d'ailleurs les poussant à nous imposer, progressivement les lois de la sharia. Nous n'acceptons pas cela au Pays Basque. Nous n'aurons pas, comme c'est le cas dans certaines banlieues, des zones de non droit. (...) Les habitants de notre Pays Basque seront particulièrement vigilants concernant toutes les formes de dérapage qui exaspèrent la société française. Vous qui êtes Musulmans, ne perdez jamais de vue que si vous êtes sur le territoire français c'est pour bénéficier d'avantages économiques et sociaux qui n'existent pas dans votre pays d'origine. Alors rappelez cela à vos descendants qui revendiquent l'islam au Pays Basque en s'habillant de plus en plus comme une provocation [le foulard]. Nous n'accepterons pas non plus de voir ces jeunes filles et jeunes femmes, de plus en plus nombreuses, envahir nos espaces publics vêtues de la sorte. Musulmans; nous vous conseillons instamment de suivre nos règles. Ici, c'est notre pays, notre terre, notre style de vie dont vous profitez sans toujours les respecter. Le Pays Basque ne se pliera pas à vos exigences ou alors, ceux qui persisteront seront contraints de retourner dans leur pays d'origine ou celui de leurs ancêtres. Nous vous demandons de transmettre et de faire circuler notre courrier à tous vos parents et entourage proche en insistant sur le fait que nous sommes de plus en plus déterminés.» C'est signé «CMSB, Comité de la Majorité Silencieuse Basque» et accompagné du commentaire suivant: «On sait que les Basques ne plaisantent pas quand il s'agit de la défense de leur culture, de leur terre: on s'intègre ou on dégage!»

La haine par procuration

Derrière ce genre de message existent de vraies questions, dont je ne suis d'ailleurs pas sûr qu'elles soient la motivation première de ses auteurs: celle de l'usage du tchador au regard des droits de la femme, celle de la rencontre entre islam et République laïque, celle de la différence entre musulmans et islamistes, etc. Ayant comme tout le monde mon avis, mais n'étant pas théologien, je n'ai aucune légitimité pour infliger mon analyse de comptoir au lectorat d'*Enbata*. À cet



égard, je me demande seulement si les auteurs de ce texte se posent les mêmes questions au sujet de l'intégrisme catholique. Peut-être simplement que certaines religions sont au-delà de tout soupçon tandis que d'autres ne sont que portes d'entrée vers le fanatisme. Peut-être aussi que l'islam serait une religion par essence étrangère au Pays Basque, alors qu'au regard du temps long de l'histoire, il y est arrivé à peu près au même moment que le christianisme même s'il n'y a jamais été majoritaire.

Mais ce texte ne s'embarrasse pas de ces «*détails*»; il est encore plus simple que tout cela. Car à sa lecture, se demande-t-on seulement si la situation qu'il décrit est réelle? À supposer que l'intégrisme soit un fait significatif en France, ce qui est loin d'être évident au regard des millions de musulmans qui la peuplent en toute quiétude, au Pays Basque il me fait penser à cette personne âgée qui s'était vantée devant moi d'avoir voté FN parce qu'il y a «*trop de noirs et d'arabes*», elle qui n'en avait jamais vu qu'à la télévision. Le péril de la sharia au Pays Basque, rien que ça, de la simple haine par procuration.

Du détournement de l'identité

En réalité, ce texte cherche à importer au Pays Basque des peurs et des fantasmes qui n'y existent pas, et dans un but éminemment politique. Il doit être relié à ce phénomène des blocs dits «*identitaires*», apparus récemment au Pays Basque comme ailleurs, dont la stratégie globale consiste à agiter le chiffon rouge du danger de l'islam en élevant en rempart contre lui le petit orgueil culturel local —voire national— dûment flatté, montage dont ils seront les seuls à opérer la synthèse et à la capitaliser. Un modèle de stratégie publicitaire: «*je crée le besoin idéologique et aussi sec je me propose comme réponse*».

Ce texte est un réel danger, en soi; il l'est aussi par l'amalgame qu'il pourrait générer dans quelque esprit tordu avec la promotion d'une identité basque ouverte et intégratrice, celle que nous portons, et qui en est à la fois l'antithèse et l'antidote. Prenons garde à ce que le rouge de l'ikurriña ne vire jamais au brun.

●●● pas tant que ça du lapsus linguae du maire d'Anglet, Jean Espilondo lors des cérémonies du 11 novembre louant par deux fois «*L'Internationale*» avant de ce rattraper en disant «*La Marseillaise*». Bravo Jean de préférer le chant fraternel de la Commune de Paris au sang impur qui abreuve nos sillons.

●●● pas tant que ça de la fâcherie de la mairie d'Anglet envers les opposants de la salle de théâtre du Quintaou et de leur débat public autour d'une maquette reconstituée. Pas encore dans la salle... le spectacle est déjà dans la rue.

●●● que dans une tribune à **Sud Ouest**, Alain Lamassoure, parlant de la crise financière en rende co-responsable François Hollande pour ne pas s'aligner sur les thèses d'intérêt national de Sarkozy. Que ne fait-on découler d'une perfide rhétorique?

●●● de la condamnation de PPDA par les Prud'hommes de Boulogne à 400.000 euros de dommages et intérêts au profit de son ancien employeur *TF1*, pour ne pas avoir respecté une clause de «*non-critique*» dans son licenciement. Quand on fait le Guignol à longueur d'année tôt ou tard Gnafron surgit.

●●● pas tant que ça que François Baroin accuse les socialistes à l'Assemblée nationale d'avoir pris le pouvoir en 1997 «*par effraction*». «*Tout est dans le style*» dirait Arsène Lupin.

●●● qu'à force de travailler plus pour gagner plus la France ne soit pas parvenue à obtenir le AAA+.

●●● que pour sauver l'Euro et la Grèce, M. Papademos, successeur de Papandréou démissionnaire, constitue un gouvernement d'union nationale incluant deux ministres d'extrême-droite. Y a de l'espoir pour Marine... à condition que l'Euro tienne.



Scrutin sur fond de disparition de lutte armée

Le renouvellement des Cortés et du Sénat espagnols le 20 novembre, dimanche prochain, aura lieu pour la première fois dans un contexte inédit: l'arrêt définitif des activités d'ETA et la montée en puissance d'une coalition souverainiste en Pays Basque qui bouscule la carte politique.

AMAIUR, tel est le nom de la nouvelle coalition qui prend la suite de Bildu, avec l'adhésion d'Aralar. Sous la bannière des chevaliers qui défendirent héroïquement en 1521 le dernier bastion de la souveraineté basque au château d'Amaiur, quatre composantes constituent cette nouvelle étiquette politique: Eusko Alkartasuna, Alternatiba, l'ex-Batasuna (qui n'a toujours pas obtenu sa légalisation) et enfin Aralar. Cette dernière formation qui avait quitté Batasuna il y a une dizaine d'années, n'avait eu qu'un tort, celui d'avoir raison trop tôt. Il est donc logique qu'avec l'arrêt définitif des actions armées d'ETA et pour ce type d'élection, elle rejoigne l'ensemble des forces souverainistes.

rapport de forces est bien différent de celui de la Communauté autonome. Ils refusent de s'aligner sur le rythme et la logique imposés par la place-forte du Gipuzkoa qui hier firent tant de mal à une progression de l'abertzalisme dans la province, face aux forces espagnolistes majoritaires. Toutefois, Geroa bai semble avoir peu de chance d'obtenir un élu, en revanche, Amaiur envisage sérieusement l'élection d'un député dans la province.

ETA se fait entendre

Amaiur fait campagne autour d'un projet souverainiste et de gauche dans un paysage politique nouveau. Son ambition est de ravir au PNV la première place dans la Communauté autonome. Il imagine déjà obtenir une progres-

“Amaiur fait campagne autour d'un projet souverainiste et de gauche dans un paysage politique nouveau. Son ambition est de ravir au PNV la première place.”

“La défaite des socialistes aura-t-elle l'ampleur annoncée? Le PP de Rajoy obtiendra-t-il seul la majorité absolue ou bien aura-t-il besoin pour gouverner de quelques partis “périphériques” de ces abominables Catalans et autres Basques?”

d'épargne provinciales (Kutxa, BBK et Caja Vital) sous la forme de la nouvelle Kutxa Bank. Enfin il espère rallier un électorat souverainiste longtemps sur la réserve, en raison de l'effet contre-productif de la lutte armée. La courageuse initiative de la gauche abertzale pour sortir de son cul de sac, devrait porter ses fruits et comme souvent, gêner ses adversaires. Une formation en perdition telle qu'EA réussit en intégrant Bildu puis Amaiur, à trouver sa planche de salut: opération aussi périlleuse que remarquable qui était loin d'être gagnée d'avance et fut menée au prix de fortes tensions internes. ETA n'entend pas être totalement absent de ce scrutin. Il veut marquer des points et tirer les fruits politiques de la carte majeure qu'il vient de jouer. Sa longue interview du 11 novembre le démontre, trois semaines après son communiqué historique et dix jours avant le scrutin. Tout en se défendant d'exercer la moindre menace, ETA demande au gouvernement espagnol l'instauration d'un calendrier de négociation, évoque l'étape de son propre désarmement et celui de la «démilitarisation» du Pays Basque. Il dit même une phrase sur les victimes de ses attentats auxquels il n'est pas «insensible». Bref, ETA fait de la politique autrement et n'a pas dit son dernier mot. Il s'en tient toujours au distinguo entre la négociation avec lui-même et le gouvernement sur les sujets militaires et la négociation sur les questions institutionnelles, du ressort des partis politiques.

PNV sur la défensive

Le PNV est inquiet. Il subit une évolution qui lui échappe et peine à reprendre la main. Récupérer son hégémonie des années 80 devient un rêve de plus en plus évanescent. Comme toujours, il met en avant un projet souverainiste (grosso modo, le plan Ibarretxe qu'il abandonna hier en rase campagne) et sa capacité de gestion dont il fit preuve par le passé. Suite à la négociation de la fin 2010 avec José Luis



Les candidats Amaiur au Sénat et aux Cortés

Cette alliance a un coût en Navarre. Hier, la coalition abertzale Nafarroa bai rassemblait Aralar, EA, des indépendants et le PNV, en l'absence de Batasuna interdit. Cette alliance aujourd'hui éclate et les abertzale sont divisés. Aralar fait cause commune avec EA et l'ex-Batasuna dans le cadre d'Amaiur. Le PNV, les indépendants organisés sous le nom de Zabaltzen et le groupe Atarrabia constituent une nouvelle coalition, Geroa bai. Elle est emmenée par l'ancienne députée aux Cortés sous l'étiquette Nafarroa bai, Uxue Barkos. Le PNV soutient à fond Geroa bai et les autres composantes entendent porter le message abertzale dans une province où le

sion significative, comme ce fut le cas du Sinn Féin après le dépôt des armes par l'IRA ou à l'époque de la trêve de Lizarra-Garazi qui fit naître tant d'espoirs. Lors des élections autonome et forale, la coalition Bildu (sans Aralar) parvint dans la Communauté autonome à faire quasiment jeu égal avec le PNV. Amaiur pense aujourd'hui bénéficier de plusieurs facteurs: l'élargissement de sa coalition et le phénomène de l'union de plusieurs forces qui donne toujours un élan supplémentaire; en outre le fait que Bildu ait montré sa capacité à gérer le pouvoir local avec réalisme, en particulier en soutenant à la mi-septembre, la fusion des caisses

Les galériens du logement

Désobéir sans se prendre trop au sérieux



Le Collectif Jeudi Noir est né en 2006 pour dénoncer la flambée des prix des loyers et proposer des solutions alternatives. Par le biais d'actions médiatiques, tels que des squats dans des lieux chics et des visites d'appartements à louer, il attire l'attention de l'opinion publique. Voici une réflexion de Manuel Domergue, militant du Collectif sur l'usage de la Désobéissance Civile afin de faire agir les pouvoirs publics en faveur du droit au logement.

Au sein de notre collectif de galériens du logement, Jeudi Noir, on ne se réveille pas le matin en se disant qu'on va bafouer la loi. Nous n'avons jamais mis en avant le fait même de désobéir, nous n'en avons jamais fait une fin en soi, une preuve de courage ou de radicalité.

Mais dans un pays où le droit de la propriété est une vache sacrée constitutionnelle qui balaie tout sur son passage, c'est difficile de défendre un droit aussi méprisé que le droit au logement sans se poser la question de la désobéissance. Si vous ajoutez à cela un président qui promet de faire du locataire une espèce en voie de disparition et qui transforme les squatteurs en dangereux terroristes, on se retrouve vite dos au mur et poussé à transgresser quelques lois pour se faire entendre.



"Jabetzaren eskubideak, dena saihesten du. Konstituzioko behi sakratu bat da herri honetan. Ondorioz, zaila da hain mesprextatua den bizitegi eskubidearen defendatzerat desobedientziaren gaia hunkitu gabe!"

Des premières intrusions subversives mais sages

Pourtant, promis, cette fois-ci, au début, on avait commencé plutôt sagement, façon bon enfant bien peigné et qui demande un logement «*s'il vous plaît*».

Pour attirer l'attention, nous avons lancé une série de vraies-fausse visites d'appartement, transformées en fiesta au nez et à la barbe du propriétaire habitué généralement à tomber sur des larves rampant plus bas que terre pour décrocher la studette hors de prix.

C'était déjà subversif : être mal-logé ne doit pas empêcher d'être plus joyeux que le marchand de sommeil.

Et on faisait attention à ne pas tomber dans l'excès qui décrédibilise : pas d'effraction, pas de dégradation, pas de violence, juste des confettis.

Et quand la police arrivait, nous étions déjà en train de passer l'aspirateur et de leur offrir une coupe de mousseux.





Manuel Domergue

Une radicalisation justifiée par l'absence de débouchés

Gros succès médiatique, qui nous sert dans la foulée à décrocher un rendez-vous chez le ministre du logement de l'époque, Jean-Louis Borloo. Seulement, on s'est aperçu qu'il n'y avait pas de volonté politique de s'attaquer vraiment à la crise du logement : budgets insuffisants, expulsions locatives en hausse, refus de construire des HLM par un grand nombre de maires... C'est à ce moment-là, en novembre 2006, que nous avons annoncé une «*année 2007 portes ouvertes*», où nous allions réquisitionner à tour de bras comme autant de feux à allumer sur le front de la crise du logement. Inutile de vous dire que les rapports avec la police se sont franchement dégradés... Mais cette désobéissance civile ne se justifiait qu'après avoir épuisé les voies de recours habituelles

Une désobéissance rendue légitime par la précarité des désobéissants

Mais une désobéissance réussie suppose quelques règles, pour gagner la bataille de la communication, c'est-à-dire la seule bataille où nous pouvons être plus forts que les forces de l'ordre. Ok, l'ouverture de bâtiments vides, c'est une montée d'adrénaline réjouissante, un sentiment de se faire justice soi-même, une aventure collective inoubliable.

Mais au-delà de ça, pour être pris au sérieux, il faut montrer que l'on désobéit par état de nécessité et non pour s'amuser. C'est pourquoi nous organisons un véritable casting des candidats à la réquisition pour trouver ceux qui ont le plus besoin de se loger aux frais de la princesse. Difficile alors face à des jeunes sans le sou, pour le propriétaire qui laisse son immeuble vide depuis dix ans, de passer pour une pauvre victime.

Une réquisition vise à loger quelques dizaines de personnes, mais elle ne doit pas se limiter à ça. En échange de ce logement pas cher, les squatteurs assument un rôle de porte-voix pour tous les mal-logés : pas question de squatter tranquillement dans son coin et de ne faire de la réquisition une solution purement individuelle. La médiatisation devient la contrepartie indispensable à l'auto-appropriation d'un coin de ville.

Questionner la justice

Ainsi, les réquisitions citoyennes ont l'avantage de pousser la justice dans ses retranchements et de la forcer à prendre position, et révéler l'injustice permanente mais silencieuse faite aux mal-logés. En effet, le propriétaire attaque toujours ses «*occupants sans droits ni titres*» devant les tribunaux, les forçant à avouer que le droit de propriété prime sur le droit au logement.

Mais le débat qui l'accompagne nous permet de questionner ces évidences. Et parfois les squats gagnent plusieurs mois de délai, en obtenant ainsi par la justice la reconnaissance du rôle social de ces lieux «*illégaux*».

Et inutile de dire que quand la police vient expulser les occupants à six heures du matin, en mettant les meubles et les jouets des enfants sur le trottoir ou à la benne à ordures, l'injustice saute encore un peu plus aux yeux... Effet pédagogique garanti !

Evidemment, pour séduire, en plus du combat politique symbolique, la désobéissance doit pouvoir parfois obtenir des résultats très concrets. C'est le sens de notre devise : *Réquisitionner – Préempter – Reloger (RPR)*. Notre action pousse les élus locaux à agir pour racheter quand c'est possible les bâtiments occupés, les transformer en logements sociaux et reloger les occupants précaires.

Inventer de nouvelles façons d'habiter

Mais la réquisition, ce n'est pas que la dénonciation et la transgression, c'est aussi l'invention ici et maintenant de nouvelles façons d'habiter, qui ne sont pas centrées sur la notion de propriété individuelle mais tournent autour du partage, de la discussion et de l'égalité entre tous les participants, pour la simple et bonne raison que des squatteurs ne peuvent pas vraiment faire appel à la justice en cas de désaccords internes. Et enfin, la désobéissance, pour réussir, doit s'efforcer de toujours mettre les rieurs de son côté. Ce qui suppose non-violence, bonnes relations avec les voisins et rôle social dans le quartier. Car si la loi et la police sont généralement les armes des puissants, l'humour est souvent la seule et la plus subversive des armes des faibles.

□



Baserritik hirira

Garratoina

Garai batez baserritik
eskapu ziren hirira
fortuna hari begira
ulertu gabe zergatik
zenbat seme baserritik
joan zen hiritartzera
erran nezake sobera
bainan xeheki ez dakit.
Orain dena baita saltze
«AOC Ossau-Iraty,
Label-(la belle) de la Halle D'Iraty»
utzirik larre ta pentze
aitzurra, pala ta bertze
bere izaiteaz inket
laborari saldo batek
inbaditu du miarritze

Zenbat oren ta izerdi
esne pintak prezioa
liberalizazioa
lanaren balio erdi
gerorik balitz gaitzerdi
europako merkatua
saguak jan du gatua
PAC-a da karioegi
Doha-koa nola buka?
Problema da laborantza
arrosak bere arantza
zoinak bilduko du uzta
malko ttantak ezin xuka
laboraria nigarrez
subentzioen beharrez
ta oilarra kukuruka

Noizbait ikusiko dugu
gosea tripa orotan
eta ogia errotan
lotu ez diren bi mundu
ez badugu hau helburu
on dira zenbait debate
(hobeak ogi ta pate,
pate GAEC Basaburu!):
laborantzak zer ekoizpen
nola antola salmenta?
zirkuituak labor eta?
posiblea dea hemen?
PAC-ak emanari amen?
herrian zer produkzio?
merkatuak zer funtzio?
hori geroak erranen...

□

PHILIPPE DERUDDER

Auteur du "Guide de mise en oeuvre
d'une monnaie complémentaire locale"



La monnaie et nous ^{1/2}

Un moyen de promouvoir des valeurs humaines, économiques et sociales

Une monnaie complémentaire !
Quel peut bien en être l'intérêt ?
Améliorer le sort des plus bas
revenus ? Il est certain que les monnaies
complémentaires sont apparues (je
devrais dire ré-apparues, car elles étaient
courantes au moyen âge) lors de la gran-
de crise de 1929. L'argent était remisé
dans les bas de laine pour parer au plus
grave et ne circulait donc plus dans la
société, ce qui aggravait les choses. Plus
près de nous, ce fut la bouée de sauve-
tage de millions d'Argentins lorsque, du
jour au lendemain, ils n'eurent plus accès
à leur compte en banque.

Evolution des consciences

Mais ne nous y trompons pas. Le courant
des monnaies complémentaires qui gros-
sit dans le monde entier est la marque d'une
profonde évolution des consciences.
Depuis la chute du mur de Berlin, le capi-
talisme, tel un boxeur ayant mis KO son
adversaire, est resté seul, triomphant sur
le ring. La route était enfin dégagée et le
rêve américain allait pouvoir se réaliser,
s'imposer au monde entier et faire de tous
les jours Noël. La croissance, favorisée par
les dérèglementations, la libre circula-
tion des biens et des capitaux, la libre concu-
rrence, allaient tirer le monde vers l'ex-
cellence et la prospérité pour tous. 20 ans
se sont écoulés et le rêve américain est
devenu un cauchemar, en premier pour les
américains eux-mêmes. Ce XXI^{ème} siècle
est né au milieu d'un ensemble de crises
qui s'emboîtent les unes dans les autres
à la façon d'une poupée russe: Crise de la
pauvreté, crise alimentaire, crise énergé-
tique, crise climatique, crise économique
et financière, crise de l'emploi... L'humani-
té est atteinte d'un cancer généralisé.

Système dominant VS citoyens dénonçant l'illusion

D'un côté reste le système dominant.
Moribond tenu artificiellement en vie sous
respirateur artificiel du «*quantitative
easing*» (assouplissement quantitatif qui
consiste à injecter des milliards dans le
système), entouré d'experts les yeux rivés
sur le moniteur de la croissance.

De l'autre des citoyens de plus en plus
nombreux qui dénoncent l'illusion. Ces
citoyens ont compris ou sont en train de
comprendre que le bonheur est dans le
respect de la vie et dans le tissage minu-
tieux des liens qui nous y relient.

Donner de la valeur à la richesse qui existe là, à notre porte

Étonnamment, la monnaie, le plus sou-
vent considérée comme le bouc émissai-
re des tous nos maux, devient l'outil de
cette réconciliation.

Donner de la valeur à la richesse qui
existe là, à notre porte; encourager sa
reconnaissance; découvrir les gens que
l'on côtoyait hier sans les voir, en favori-
sant l'échange local; redonner du sens à
nos activités; traduire symboliquement
les valeurs humaines économiques et
sociales que l'on a envie de voir grandir
dans la société; voilà la véritable trame de
ces petits billets aux noms évocateurs de
«*Mesure*», «*d'Abeille*», «*Luciole*» et autres
«*ÉCHos*» qui passent de main en main
pour acheter biens et services, sans dou-
te, mais pour incarner nos espoirs, sur-
tout.

□

*Suite au prochain Alda! avec la présen-
tation du livre de Philippe Derudder.*



Novembre, le mois de l'ESS

Sociale et solidaire, l'économie qui sait où elle va

Conférences, ateliers, portes-ouvertes, etc.

Le Mois de l'ESS, c'est un univers méconnu qui concilie pourtant économie et solidarité.

S'engager au service d'une société plus juste et plus durable, c'est à la portée de tous et toutes autant qu'à notre porte !

Tous les détails sur www.lemois-ess.org.

L'économie sociale et solidaire, c'est une autre façon de concevoir l'économie!

Ces entreprises responsables se distinguent par leur **mode d'organisation** et leur **finalité**.

Elles ont établi depuis plus d'un siècle des règles du jeu originales :

- ✓elles rassemblent des personnes motivées par la mise en œuvre d'un projet,

- ✓elles concilient objectifs d'intérêt collectif et activités économiques,

- ✓elles intègrent dans leur organisation et dans leur fonctionnement démocratie, innovation et développement durable.



Ces entreprises sont *les coopératives, les mutuelles, les associations, les structures de l'insertion par l'activité économique, les fondations...*

Elles sont présentes sur tous les secteurs d'activités, de la banque à la culture, en passant par le commerce équitable.

L'ESS dans l'hexagone c'est :

- ✓ **9,3% des établissements, soit + de 217.000 établissements** : dont, 183.660 associations, 25.640 coopératives, 6.720 mutuelles et 1.200 fondations.

- ✓ **Plus de 10% des salariés soit 2.300.000 salariés**, avec :

- 2 emplois sur 3 du secteur du social

- 1 emploi sur 5 du secteur de l'éducation

- 1 emploi sur 3 des activités financières (banques, assurances)

- plus de 66% de femmes : bien plus important que dans le public ou le privé hors ESS!

- un forte proportion de seniors (+ de 50 ans) : de 27% contre 21% dans le reste de l'économie privée.

- ✓ **Un taux de croissance des emplois entre 2006 et 2008 de 2.3%**. Contre 1,7% dans le privé hors ESS et 0,1% dans le public

- ✓ **Une source d'emploi importante pour les 10 prochaines années** avec le renouvellement de 27% d'actifs partant à la retraite d'ici 2020 soit plus de 600 000 postes dont 18% de postes de cadres.

L'Agenda de la Fondation



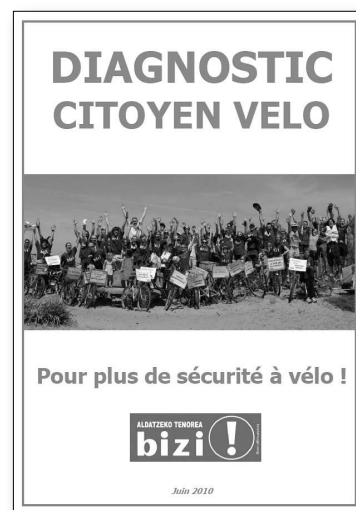
Alda!ren bloga : www.mrafundazioa-alda.org

Diagnostic Citoyen Vélo (DCV) de Bizi!

Ce rapport, est la concrétisation de six mois de travail dont 3 sur le terrain, afin de rassembler plus de mille personnes autour d'un objectif commun : **Pouvoir circuler en sécurité à vélo !**

Vous y trouverez *un historique du DCV, les résultats globaux de l'enquête, la carte générale de repérage des points noirs, l'analyse des points noirs et la liste des points noirs à traiter en priorité.*

Téléchargez-le sur www.bizimugi.eu/?p=2039 et n'hésitez pas à suivre les divers rendez-vous et actions vélo de Bizi! pendant toute la période du **sommet de Durban sur le réchauffement climatique, du 28 novembre au 9 décembre prochain.**



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrika
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



Rodriguez Zapatero soucieux de gagner un sur-sis d'un an, le PNV obtient peu à peu ce qui fut signé il y a trente ans avec le statut de Gernika. Le 30 octobre, la Erzaintza a enfin accès aux données sensibles de l'espace Schengen, au même titre que la Guardia civil et la Policia nacional. Elle s'éloigne ainsi peu à peu de son statut de sous-police régionale. Le 8 novembre, un miracle a eu lieu aux Cortés. Le nom en euskara des trois provinces d'Hegoalde a été

élections se joue en Catalogne qui représente aux Cortés 47 députés sur 350. En Pays Basque, le PP exploite toujours le même fond de commerce en s'érigeant comme le champion de la défense des victimes du «terrorisme» et le seul rempart efficace contre toute négociation avec les Basques. Pas question de brader quoi que ce soit «avec les vaincus», toujours la défense de l'Empire, en somme...

Grand drame, le gouvernement de Francisco



approuvé, après 25 ans de blocage institutionnel. Encore une défaite historique de l'Empire... arrachée aux forceps.

Le PNV évoque au fil de ses déclarations publiques le nécessaire accroissement du pouvoir financier du Pays Basque (crédit, banque, assurances) et le transfert de la gestion des prestations de sécurité sociale, une vieille revendication qui figure à l'article 18 du statut d'autonomie, mais que les Espagnols refusent d'accorder aux Basques au nom de la sacrosainte «caisse unique» commune à tous les habitants de la Péninsule (1). Comme Amaiur, il espère tirer profit de la baisse drastique des subventions que le gouvernement socialiste de Gasteiz apporte aux instances liées à la langue basque: au total, moins 7 % dans le projet de budget 2012. Euskaltzaindia perd 27 %, les bertulari moins 20 %, les traducteurs et interprètes, moins 62 %, etc.

Francisco Lopez en Espagne

Et les partis espagnolistes dans tout ça? Pour eux, toute la question est de savoir si la défaite des socialistes aura l'ampleur annoncée, si le PP de Rajoy obtiendra seul la majorité absolue en surfant sur le mécontentement et le chômage liés à la crise financière mondiale. Ou bien aura-t-il besoin pour gouverner de quelques partis «périphériques», de ces abominables Catalans et autres Basques? Une partie des

Lopez diminuera de 25 % la dotation pour 2012 accordée aux associations de «victimes du terrorisme» et le «Jour de la mémoire» (10 novembre), en hommage aux victimes, n'a pas fait l'unanimité entre les partis. Chacun défend les siens, dans l'un ou l'autre camp. Le PSOE martèle au fil de ses interventions, son argument massue: il veut passer pour celui qui a obtenu la paix en Pays Basque, sans concession aucune à l'adversaire et promet pour demain «d'assurer la paix». Le Lehendakari Francisco Lopez fait campagne pour le PSOE dans de nombreuses villes espagnoles, Malaga, Valladolid, Merida, etc. De quoi alimenter d'insistantes rumeurs sur la suite de sa carrière politique dans les hautes sphères de son parti, à Madrid bien sûr.

A une poignée de voix près

Les sondages demeurent assez contradictoires. Selon les instituts d'enquête, le nombre des élus du PNV ou de ceux d'Amaiur varie du simple au double. Avec la loi électorale espagnole, l'obtention d'un député dans chacune des trois provinces se joue sur un déplacement d'à peine 1.500 voix et les quatre formations sont donc au

coude à coude. Le PNV risque de ne pas obtenir assez de députés pour constituer un groupe parlementaire, ce qui limiterait fortement la capacité d'intervention aux Cortés. Comme partout ailleurs, le PSOE chute lourdement. Il ferait au profit du PP un des plus faibles scores de son histoire. En Pays Basque, un rééquilibrage de chaque camp est sans doute à attendre, en faveur du PP chez les espagnolistes (appelés aussi «constitutionalistes» en Espagne ou «unionistes» par les indépendantistes), au profit d'Amaiur pour les partis basques. La question centrale demeure pour nous, celle du poids global des abertzale face à l'autre camp, d'un possible effet positif du bi-partisme basque après des années de division ou d'interdiction, de l'impact de la trêve «définitive» d'ETA: un sursaut aura-t-il lieu cette fois-ci, alors qu'il brilla par son absence lors des accords de Lizarra-Garazi? Sur la longue durée, d'une génération à l'autre, les abertzale toutes tendances confondues, peuvent-ils enrayer la baisse progressive qui les affecte?

Mais ces élections législatives et sénatoriales ne sont que la répétition générale du prochain scrutin, celui des élections autonomiques qui détermineront la couleur du pouvoir à Gasteiz. Tous ont déjà les yeux rivés sur cette ligne bleue.

(1) Cela démontre à l'envi combien les négociations avec les Espagnols sont difficiles et n'augurent rien de bon. Les accords signés un jour, dès le lendemain, ne sont jamais mis en œuvre par le dominant de façon sérieuse. Le statut de Gernika de 1979 comme les Accords Matignon (1988) entre les Kanaks et la France dont Michel Rocard se fait gloire, ne sont que chiffons de papier et relèvent en tout ou en partie de l'escroquerie. Il est essentiel pour le dominé de pouvoir dans la durée, continuer à faire pression sur son adversaire.



Députés et sénateurs en Pays Basque

Au total, les quatre provinces d'Hegoalde éliront le 20 novembre 23 députés et 16 sénateurs. En 2008, le PSOE a obtenu 11 députés (dont 2 dans la province de Navarre), le PNV 6 et le PP 5 dont 2 en Navarre, Nafarroa bai un seul. Le PSOE totalise 10 sénateurs, le PP 4 et le PNV 2.



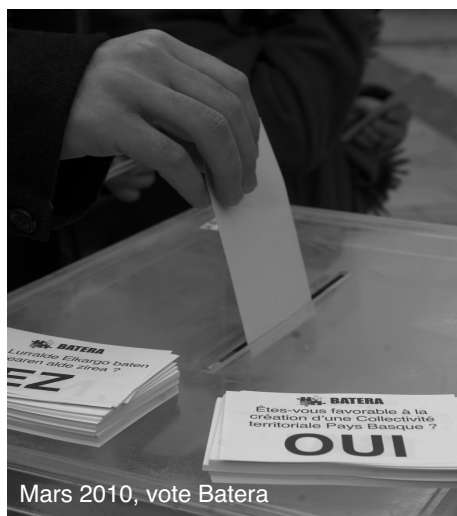
Des primaires socialistes à Batera

Le résultat de la consultation Batera de mars 2010, 34.610 votants, n'a pas à rougir du succès des primaires socialistes d'octobre 2011 qui recueillent 12.500 votants en Pays Basque.

COMME *Enbata* l'a déjà abordé dans son éditorial en euskara n°2199 du 20 octobre, il est bon de revenir plus en détail sur les "primaires socialistes" des 9 et 16 octobre derniers en les comparant à la consultation populaire Batera adossée aux Régionales de mars 2010. D'abord pour souligner la réussite des primaires citoyennes organisées par le Parti socialiste et pour, ensuite, estimer au regard de ces primaires la superbe performance réalisée par la plate-forme Batera un an auparavant. Pour en faire une lecture comparée, nous avons tenté de dresser les résultats en Pays Basque des uns et des autres. Si nous possédions, et pour cause, le bilan précis de la consultation Batera, il nous a été extrêmement difficile de maîtriser les résultats des primaires socialistes partiellement rapportés par la presse et éclatés en bureaux de vote sur Internet.

Quelle que soit son opinion politique, chacun a pu saluer dans la «*primaire citoyenne socialiste*», des 9 et 16 octobre derniers une innovation de la vie publique en France. L'initiative avait pourtant été accueillie avec beaucoup de

scepticisme, voire d'opposition. Mais bien de ses adversaires, tel le Premier ministre François Fillon, ont fini par reconnaître la "modernité" de cette procédure et envisager d'y recourir aux présidentielles de 2017. Le temps



“Souligner la réussite des primaires socialistes et saluer la performance du vote Batera.”

qu'aura duré cette expression originale de démocratie directe et participative a permis de balayer bien des objections. Les citoyens, de tous bords ont approuvé son déroulement et suivi ses débats télévisuels.

Pas question pour nous d'en faire l'apologie mais simplement de rappeler, à cette occasion, qu'en Pays Basque, nous avons déjà pratiqué ce type de consultation citoyenne. La plate-forme «*Batera*» a en mars 2010, posé aux électeurs des 259 communes du Pays Basque la question suivante: «*Êtes-vous favorable à la création d'une collectivité territoriale Pays Basque?*». Les abertzale ont été au cœur de l'organisation de cette consultation populaire dans des conditions matérielles souvent difficiles suite à la lettre comminatoire du Préfet des Pyrénées-Atlantiques adressée aux maires pour qu'ils refusent tout concours de locaux et de matériel de vote, allant à Anglet jusqu'à un arrêté municipal d'interdiction. Il nous a donc fallu placer urnes, bulletins de vote et registres d'émargements sur la chaussée publique face aux bureaux de vote officiels des élections régionales du même jour. Malgré cela cette consultation parallèle a recueilli une participation citoyenne supérieure à celle des «*primaires socialistes*» du mois dernier.

Qui dira désormais que les gens se désintéressent de la vie politique, pour les Présidentielles ou ici, plus localement, pour l'identité basque? D'autant que l'arrêt définitif des actions d'ETA, qui nous comble le cœur, ramène exclusivement au débat démocratique le destin collectif du Pays Basque.

Primaires socialistes

Octobre 2011

Total Pays Basque 1^{er} tour 11.648 votants 2^e tour 12.510 votants
1^{er} tour 9 octobre 2011 2^e tour 16 octobre 2011
(résultats incomplets, parus dans la presse)

Ustaritz	609 votants	—
Biarritz	1.357 votants	1.432 votants
Bayonne	1.908 votants	1.992 votants
Anglet	2.553 votants	2.545 votants
Mauléon	448 votants	512 votants
Tardets	181 votants	201 votants
Saint-Jean-de-Luz	1.476 votants	777 votants
Iholdy	106 votants	—
Saint-Pierre-d'Irube	—	—
Hendaye	1.041 votants	817 (Ciboure 357)
Hasparren	201 votants	—
Garazi	217 votants	—
Espelette	476 votants	—
Labastide Clairence	287 votants	—
Baigorry	—	—
Saint-Palais	—	—
Bidache	188 votants	—
Le Boucau	439 votants	473 votants

Consultation Batera

A l'occasion des Régionales de mars 2010

Total Pays Basque 34.610 votants

Ustaritz	3.853 votants
Biarritz	2.168 votants
Bayonne	2.906 votants
Anglet	1.702 votants
Mauléon	2.647 votants
Tardets	720 votants
Saint-Jean-de-Luz	2.672 votants
Iholdy	1.209 votants
Saint-Pierre-d'Irube	2.733 votants
Hendaye	5.071 votants
Hasparren	1.832 votants
Garazi	1.513 votants
Espelette	2.256 votants
Labastide Clairence	994 votants
Baigorry	1.397 votants
Saint-Palais	1.387 votants



Forum

à l'invitation de Batera

Quelque soit votre opinion ou votre connaissance du sujet, venez vous informer, débattre, exprimer vos idées. Nous tou(te)s, habitant(e)s du Pays Basque, somme concerné(e)s par la reconnaissance et l'avenir institutionnel de ce territoire.

Kontonamendua / Herria Canton / ville	Eguna Jour	Ordua Heure	Lekua Lieu
Angelu - Anglet	19	10h	Herriko Etxeko besta gelan (<i>s. des fêtes</i>)
Arbona / Ahetze	19	15h	Denen Etxea (Arbona)
Azkaine / Senpere - Ascain/ St Pee	19	17h	Herriko Etxea - Mairie (Sempere)
Baigorri	20	17h	Herriko Etxea - Mairie
Baiona - Bayonne	19	17h	Lauga Salan - Salle Lauga
Bastida / Hazparne La Bastide / Hasparren	18	20h30	Elgar zentroa - Centre Elgar
Biarritze	19	11h	Elkarteen etxea (Maison assoc.)
D. Lohizune - St Jean de Luz	19	10h	Ducontentia
Ezpeleta - Espelette	18	20h	Herriko Etxea - Mairie
Garazi - St Jean Pied de Port	19	10h	ELGH (Ainhiza-Monjolose)
Hendaia / Urruña Hendaye / Urrugne	18	20h	Posta gelan - Salle Posta (Hendaia)
Hiriburu - St Pierre d'Irube	18	19h	La Perle gelan - Salle La Perle
Iholdi / Oztibarre	19	9h30	H. Etxean - Mairie (Iholdi)
Uztaritze / Haltsu / Jatsu / Larresoro	19	10h	Lapurdi gelan - Salle Lapurdi
Xiberoa - Soule	19	15h	Zerbitzu gunean Centre Multiservices (Maule)

Alsace collectivité unique

L'ALSACE pourrait avoir dès l'an prochain une seule entité territoriale. Les présidents du conseil régional d'Alsace (Philippe Richert) et des conseils généraux du Bas-Rhin (Guy-Dominique Kennel) et du Haut-Rhin (Charles Buttner) se sont mis d'accord sur la fusion de ces trois collectivités en une seule, dont la création fera l'objet d'un vote des élus alsaciens le 1^{er} décembre, ont-ils annoncé samedi 12 novembre.

La création du Conseil d'Alsace, sur la table depuis le mois de janvier, se heurtait jusqu'à présent aux réticences de M. Buttner, qui redoutait qu'elle ne soit l'instrument du "centralisme strasbourgeois". Son assemblée a adopté en mai une résolution préconisant la création d'une entité intégrant les institutions actuelles, sans les remplacer.

Le projet sur lequel se sont accordés les trois présidents prévoit la création "pour la première mandature (de) deux conseils de territoires à l'échelle de chacun des deux départements". Il précise en outre que l'organisation politique et administrative du Con-

seil d'Alsace sera "dans son expression territoriale (...) multipolaire". Strasbourg et Colmar (chef-lieu du Haut-Rhin) se partageraient ainsi les sièges de l'exécutif et de l'assemblée du futur Conseil.

Un référendum en 2012

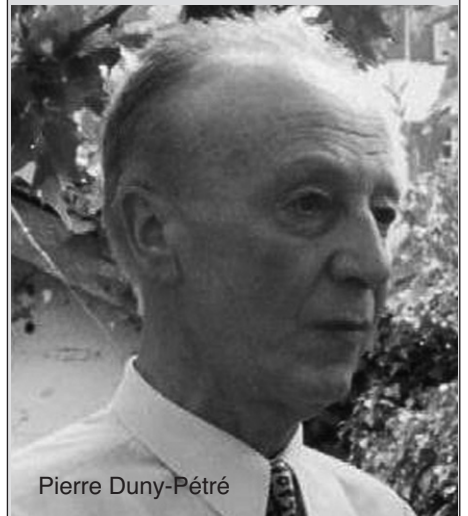
La création de la nouvelle collectivité, permise par la loi sur la réforme des collectivités territoriales de 2010, devra faire l'objet d'un référendum local, qui pourrait être organisé au second semestre 2012, puis d'une loi, a précisé Philippe Richert, également ministre chargé des collectivités territoriales. Les présidents souhaitent que le futur Conseil soit doté de compétences élargies. Les transferts consentis par l'Etat "pourraient porter notamment sur la coopération trinationale" (avec l'Allemagne et la Suisse), "l'enseignement des langues, le logement". Ils espèrent le porter sur les fonts baptismaux en 2014.

Tout ceci est la preuve qu'en matière territoriale les lignes peuvent bouger.

"Xirula mirula"

Réédition enrichie

"XIRULA MIRULA" de Pierre Duny-Pétré (1914-2005) est un recueil bilingue de comptines, chansons d'enfants, formulettes, jeux et expressions, en usage en Basse-Navarre (pays de Garazi), avant la deuxième guerre mondiale. Quelques-uns sont connus, d'autres beaucoup moins. Chacun des textes est accompagné d'une explication sur son sens, son histoire, son environnement culturel ou social, la manière de le dire, etc. La troisième édition (1) de cet ouvrage est



Pierre Duny-Pétré

aujourd'hui complétée par plusieurs travaux autour du même thème, concernant la région de Louhossoa et la Soule, avec un important travail inédit de Maité Laporte-Arramendy "Folklore des enfants et traditions orales en Pays Basque Nord" et un chapitre du livre "Baratçabal raconte", réalisé par l'association Lauburu, aujourd'hui épuisé. Figurent également des contributions de différents auteurs, tels que Delphine Lubet, Louis Sagardoy et Alexandre Alchourroun. Le tout constitue un document considérable sur la littérature orale et les pratiques culturelles en Iparralde, durant la première moitié du XX^e siècle.

"Xirula Mirula" est illustré par une abondante iconographie faite de photos d'époque, cartes postales, tableaux, etc.

Xirula Mirula, 165 pages, format 21 cm x 29,7 cm, prix 18 euros. En vente dans les librairies Kukuxka (Donibane Garazi) et Elkar (Baiona).

(1) Xirula Mirula a fait l'objet d'une première édition à la fin des années 80, dans la prestigieuse revue scientifique "Anuario de Eusko folklore", dirigée par José Miguel de Barandiaran.



Giulia

● Jean Haritschelhar

C'ÉTAIT il y a plus de cinquante ans, mais le souvenir ne s'est jamais effacé de ma mémoire. Ce jour de mai 1956 je me suis présenté au service d'Etat civil de l'hôtel de ville d'Agen pour déclarer la venue au monde de ma fille. A la question: comment s'appellera cette petite, je répons Mirentxu. Stupéfaction de la préposée qui se tourne vers un monsieur qui était l'adjoint au maire, lequel s'étant approché de moi m'interroge: Monsieur, êtes-vous naturalisé?

J'avoue que je n'avais pas imaginé une telle question et que l'expression de "Français à part entière" n'avait pas encore été créée. Ayant répondu que j'étais français on me déclara, alors, que le prénom que j'invoquais n'était pas autorisé. Autrement dit, si j'avais eu le statut d'étranger, le prénom aurait été admis par respect dû à la personne, mais dans mon cas ce n'était pas possible. On me mit alors entre les mains un opuscule donnant la liste des prénoms masculins ou féminins admis dans toutes les mairies de France et de Navarre.

J'examinai alors ce que je me permets d'appeler le "sanctoral républicain" et je vis avec stupeur que, à un enfant de sexe masculin, il était permis de donner le prénom de "Gracchus" en souvenir, certaine-

ment, du révolutionnaire Gracchus Babeuf dont la doctrine appelée "babouvisme" est un antécédent de communisme.

Examinant la liste des prénoms féminins, celle qui m'intéressait alors, je garde le souvenir de l'autorisation qui m'était donnée de l'appeler "Joffrette", hommage rendu à un maréchal de la guerre 1914-1918. Il ne me semble pas, par contre, qu'était proposé le prénom de "Fochette" et encore moins de "Pétainette"; ce dernier s'il avait existé aurait été rayé après la seconde guerre mondiale.

Telle était la loi au milieu du XX^e siècle, qui, fort heureusement, a été modifiée par l'acceptation de prénoms non français dans les listes actuelles, des prénoms basques, bretons, occitans, corses en particulier et, a fortiori, de prénoms dits "étrangers" c'est-à-dire correspondant à des langues dites nationales d'Etats autres que la France.

La première dame de France, ainsi désignée par traduction d'une expression anglaise, Madame Carla Bruni-Sarkozy a donné le prénom de "Giulia" à sa fille avec certainement l'approbation de son mari. Personnellement je trouve ce prénom idoine pour une fille.

Phonétiquement il a toutes les qualités qui conviennent pour une fille. Les deux hiatus



Si le patronyme est reçu, le prénom est donné et en dévoile beaucoup plus sur l'être du prénommé ou, du moins, sur le désir et la conviction des parents."

"iu" et "ia" sont précédés par deux consonnes sonores "g" et "l" qui confèrent à l'ensemble une douceur et une harmonie remarquables.

Ce n'est pas l'avis de tout le monde et plus particulièrement de Marine Le Pen qui a fait savoir qu'elle regrettait que Carla Bruni-Sarkozy n'ait pas donné un prénom français à sa fille. Que je sache, l'épouse du président de la République n'a pas renoncé à sa "nationalité" italienne et, en conséquence, même au milieu du XX^e siècle elle aurait pu appeler sa fille "Giulia". Combien plus en ce début du XXI^e siècle grâce à la liberté accordée aux parents de choisir le prénom de leurs enfants.

Je laisse Marine Le Pen à ses regrets, fussent-ils éternels, et je me réjouis au contraire de voir progresser le nombre de prénoms basques adoptés par les parents pour leur progéniture car, si le patronyme est reçu, le prénom, au contraire, est donné et en dévoile beaucoup plus sur l'être du prénommé ou, du moins, sur le désir et la conviction des parents.

Sur votre agenda

Azaroa:

● **Jeu**di 17, 18h30, **BAIONA** (L'autre Cinéma). "Chroniques de Cimade".

● **Vend**redi 18, 19h, **AZKAINE** (bar Xoko Ona). Table ronde sur l'insoumission avec la visite d'une exposition et un concert d'Esne Beltza.

● **Vend**redi 18, 21h, **HELETA** (Itsasoa, La Mer). Concert: Le Tigre des Pistanes.

● **Sam**edi 19 et **dim**anche 20, de 9h à

18h, DONIBANE LOHIZUNE (Grillerie du port). BrikaBrak de livres et vêtements au profit d'Integrazio Batzordea.

● **Sam**edi 19, 20h30, **BAIONA** (MVC du Polo Beyris). "Tripakiak", "Ramuntxo, azken euskalduna", soirée théâtre en langue basque organisée par les ikastola de Bayonne.

● **Dim**anche 20, 15h30, **AIZIRITZE** (Salle pour tous). "Bai Dantza Klask", spectacle créé par les parents d'élèves de l'ikastola de Baigorri.

Elkartasun hilabete kulturala

● **2 Décembre, Colisée à Biarritz, 19h.**

Projection du documentaire: "Km0 : Les mille visages de la dispersion". Projection du film "Herrialde berdea" (le Pays vert) de Hibaï Castro, Gorka Calzada, Iker Aroztegi et Nagore Mujika.

● **8 Décembre, IUT de Bayonne, à partir de 20h.**

La Torture en Pays Basque. Prise de parole et projection d'un documentaire (en présence d'un avocat du TAT).

● **10 Décembre, cinéma d'Urrugne, à partir de 20h.**

"Erregea eta Bufoia", pièce d'Ander Lipus.

● **17 Décembre, salle Harri Xuri de Louhoussoa, à partir de 20h.**

Représentation de la pièce "Gure Bide galduak" par la Compagnie Dejabu. À partir de 22h30, concert à Ttattola: Ze esatek.

● **21 Décembre, salle municipale d'Anhaux, à partir de 16h.**

Théâtre pour les enfants: "Azken Portua" présentée par la compagnie Dejabu. Goûter sur place. À partir de 19h, célébration de Santo Tomas à Epaiska (Bayonne).

● **23 Décembre, Bota gaztetxea Donaisti, à partir de 19h.**

Soirée conte avec la compagnie occitane çai çai.

Sommaire

● **CAHIER N°1 ENBATA**

Scrutin sur fond de disparition de lutte armée 4 et 9
Des primaires socialistes à Batera 10

● **CAHIER N°2 «ALDA»** quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Mail: enbata@wanadoo.fr

Abonnement d'un an: 60€

Responsable de la publication: Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.

Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.

Commission paritaire n°0312 C 87190 **Mail:** enbata@wanadoo.fr